



Plan National de Formation

Professionalisation des acteurs

La prévention de la radicalisation en milieu scolaire : pour une synergie dans les territoires académiques

Mardi 15 Novembre 2016

Lycée Jean Zay
10, rue du Docteur Blanche
Paris 16^{ème}

Problématique

Le plan de lutte contre la radicalisation, présenté par le Premier ministre, le 9 mai 2016,

- **renforce l'implication de tous les services de l'État pour améliorer la coordination des acteurs (institutionnels, associatifs) dans les territoires,**
- **lance une deuxième phase dans la politique de prévention de la radicalisation en milieu scolaire.**

Depuis mai 2014 et la mise en place d'une politique d'ensemble sous la direction du ministère de l'intérieur, la politique de prévention de la radicalisation en milieu scolaire a pris en compte les diverses évolutions afin d'être au plus près de la réalité des jeunes attirés par la radicalisation violente.

Si les groupes extrémistes recrutent ces jeunes en s'appuyant sur des failles identitaires, il apparaît que le processus de radicalisation est multifactoriel, ce qui explique une nécessaire approche en transversalité afin d'appréhender dans toute sa complexité le phénomène de radicalisation chez un jeune, adulte en devenir.

Après les attentats du 13 novembre 2015, Farhad Khosrokhavar affirmait : « Il n'y a plus un modèle exclusif et unique de djihadiste ».

Plusieurs aspects demandent la plus grande vigilance :

- l'extension de la stratégie digitale des groupes djihadistes,
- la sphère des discours complotistes qui, sur la Toile, enclenchent un basculement d'une approche distanciée des événements à une relecture souvent victimaire,
- l'attrait des jeunes filles pour la radicalisation,
- l'attente des familles pour une prévention visible et accessible.

Objectifs de la formation

La formation a pour objectifs de :

- renforcer la coordination des acteurs (institutionnels, associatifs) pour une prise en charge globale du jeune et de sa famille ;
- prendre en charge le jeune et sa famille, en tenant compte des spécificités du processus de radicalisation.

Mardi 15 novembre 2016

9h00 Accueil

Introduction générale

09h30 Florence Robine, directrice générale de l'enseignement scolaire

09h45 Muriel Domenach, secrétaire générale du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation

Les radicalisations : agir et penser

10h00 Les réponses de la politique publique à la radicalisation des mineurs et l'accompagnement des familles

Représentants du ministère de l'intérieur

La politique de prévention et de lutte contre la radicalisation, coordonnée par le ministère de l'intérieur, constitue le contexte de l'action des acteurs du monde éducatif et doit être connue d'eux afin d'assurer une cohérence des actions engagées.

11h30 Échanges

11h45 La radicalisation : un objet multiforme ?

Laurent Bonelli, maître de conférences en sciences politiques, université de Paris-Ouest

La radicalisation djihadiste est sans doute la plus connue et peut-être la plus préoccupante des formes de radicalisation. Néanmoins, la radicalisation prend des formes variées. Connaître cette diversité permet de mieux comprendre le phénomène.

12h30 Echanges

12h45 Déjeuner

Adolescence et radicalisations

14h00 Les jeunes filles en risque de radicalisation

Amélie Boukhobza, psychologue clinicienne, association Entr'Autres, Nice

La radicalisation croissante des jeunes filles adolescentes attire l'attention. Comment comprendre les manifestations particulières de ce phénomène chez cette fraction des adolescents ?

14h45 Echanges

15h00 Adolescence et extrémisme violent

Philippe Gutton, professeur des universités, psychiatre psychanalyste

L'adolescence est une période de la vie particulièrement propice au développement d'une radicalisation. Elle est alors une forme extrême et grave de manifestations banales de l'adolescence.

15h30 *Echanges*

16h *Pause*

16h15 Table ronde : Quels rôles, quelle synergie pour les acteurs du secteur de la santé ?

Docteur Valérie Denux, pôle santé du secrétariat général des ministères sociaux ;

Docteur Catherine Lacour Gonay, pédopsychiatre, collègue de pédopsychiatrie de de la fédération française de psychiatrie (FFP) ;

Patrick Cottin, président de l'association nationale des maisons des adolescents (ANMDA) ;

animée par Véronique Gasté, cheffe du bureau de la santé, de l'action sociale et de la sécurité, direction générale de l'enseignement scolaire.

Si, le plus souvent, la radicalisation ne peut être considérée simplement comme une réelle pathologie, il n'en est pas toujours ainsi et les limites sont floues. Quoi qu'il en soit, une collaboration entre personnels de santé et personnels du monde éducatif est nécessaire.

17h00 Conclusion

Direction générale de l'enseignement scolaire

17h30 *Fin du séminaire*